

Pour une croissance économique inclusive

Jean-Michel Cousineau

Université de Montréal

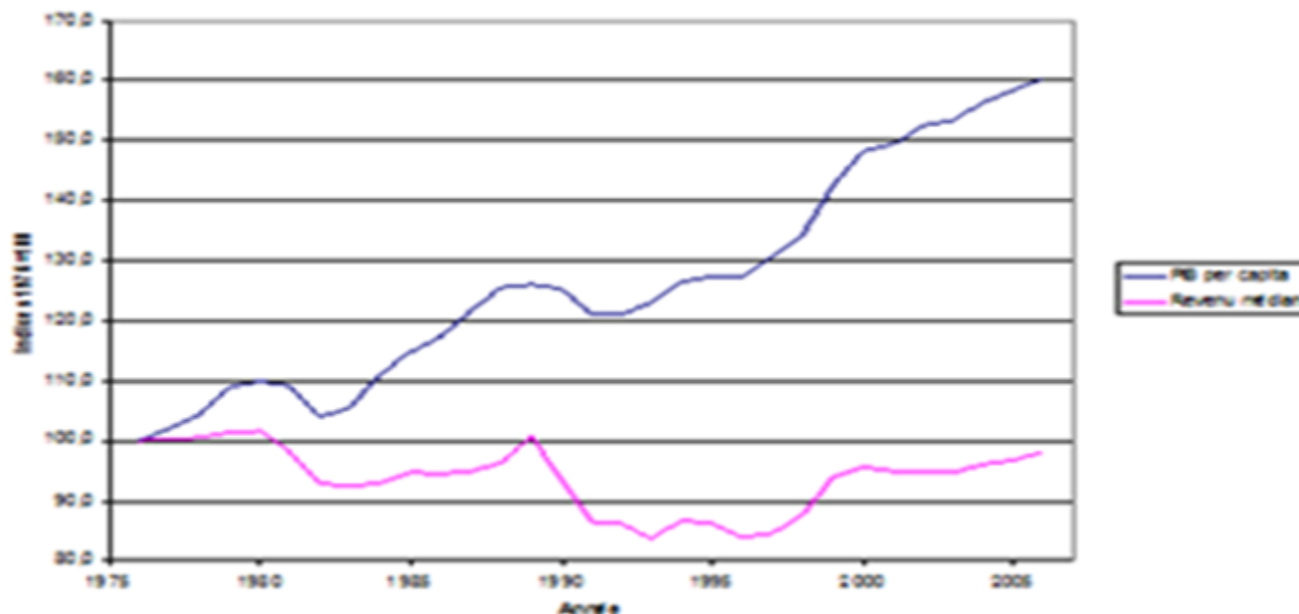
Montréal, 3 novembre 2014

Hausse des inégalités de revenus

- La croissance économique par le passé n'a pas été inclusive: **les inégalités dans le revenu de marché** (revenus du travail et du capital) **ont augmenté.**
- En dollars constants, ce revenu moyen des ménages québécois a diminué entre 1976 et 2006, tandis que le PIB réel a augmenté de 60 % sur la même période

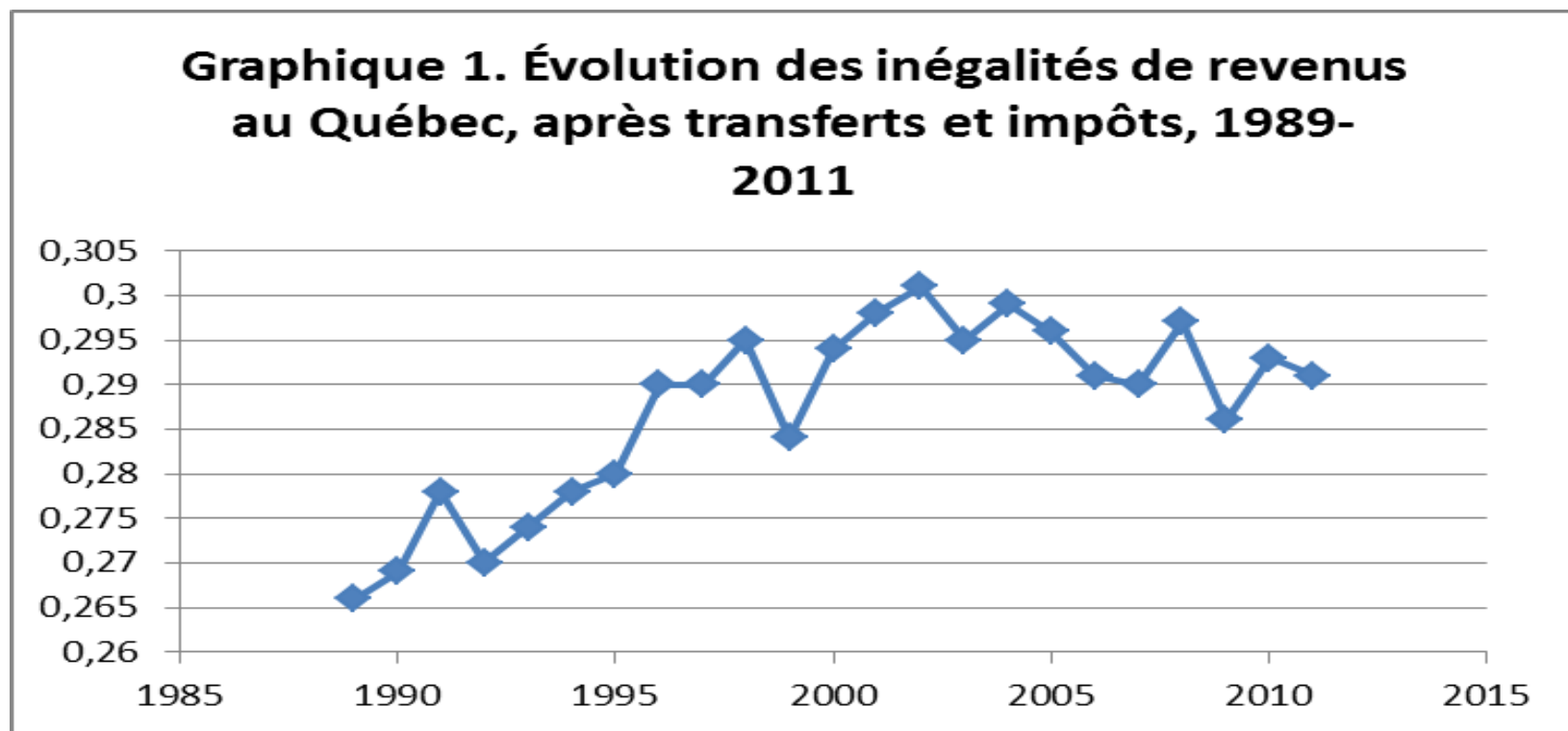
Le revenu de marché des ménages québécois en rose et le PIB par habitant en bleu; 1976-2006; indice 100 en 1976. (Source: Cousineau, CEPE, 2009 et Cousineau, Québec économique 2012)

Graphique 1: Indices comparatifs du PIB per capita et du revenu médian des familles, Québec, 1976-2006



Les paiements de transferts et les impôts n'ont pas compensé

- Coefficient de Gini après transferts et impôt.



En ce qui a trait au futur, il est

1. Prévu: une croissance économique plus faible
2. Qui dépendra foncièrement de la productivité...
3. qui dépendra à son tour:
 - A. Des innovations et des dépenses en R&D, c'est-à-dire de l'économie du savoir d'une part et
 - B. De la libéralisation des échanges avec le reste du monde d'autre part.

Les répercussions attendues des dépenses en R&D et de l'innovation sont:

- Une augmentation des inégalités de revenus (Cousineau et Merizzi, Statistique Canada 2011, Cousineau et Merizzi 2014 à paraître et OCDE, juillet 2014)
- Une réduction de l'accès à la santé et à l'éducation pour les plus bas revenus et donc
- Un gaspillage de ressources, une croissance économique plus faible et non inclusive, soit
- La poursuite des tendances passées.

Les moyens pour contrer la hausse des inégalités sont:

- Hausse des paiements de transferts
- Hausse de l'impôt sur le revenu
- La réduction des privilèges fiscaux pour les plus riches
- Hausse du salaire minimum
- Hausse du syndicalisme
- Le maintien et l'inclusion sur le marché du travail des femmes, des immigrants et des travailleurs âgés et, finalement:
- La hausse des investissements en capital humain

Effets sur la croissance et l'emploi

1. Le financement des paiements de transferts et la hausse des impôts nuisent à la croissance économique
2. Le salaire minimum et le syndicalisme nuisent à l'emploi, sauf si baisse des cotisations de sécurité sociale (retour à 1)
3. La hausse de l'insertion a des effets positifs (statiques) sur l'inclusion et la croissance
4. La hausse du capital humain a des effets positifs statiques et dynamiques

Politiques sociales et hausse de l'insertion

- Soutien des programmes de garderies à tarifs réduits, ce qui n'exclut pas une participation financière accrue des bénéficiaires
- Soutien du programme de congé parental, ce qui n'exclut pas une révision des conditions d'octroi
- Améliorations de la sélection et des programmes d'insertion des immigrants
- Encouragement financier (mais actuariellement viable) au maintien des travailleurs de 60 ans et plus.
- Réduction des privilèges fiscaux.

Politiques de capital humain

- Investissements dans la petite enfance
- Poursuite de la lutte au décrochage et formation continue.
- Investissements dans le secteur tertiaire:
 - CEGEP: adéquation formation-emploi
 - Universitaire: a) plus grande participation financière des bénéficiaires
 - b) réduction des coûts à travers l'enseignement en ligne.

Conclusion

- C'est avec des politiques sociales plus efficaces accompagnées d'une stratégie coordonnée des investissements en capital humain qu'on peut espérer faire en sorte que la prochaine croissance économique soit plus inclusive que la précédente.